

DIAL 3515

CHILI - Le pouls de l'avenir. Cinquante jours dans la rue

Raúl Zibechi, et Francisco Claramunt

lundi 23 décembre 2019, mis en ligne par [Dial](#)

Comme nous l'avons fait dans les numéros d'octobre et de novembre avec l'Équateur et la Bolivie, nous essayons de donner ce mois-ci un aperçu, forcément incomplet, des évolutions en cours au Chili, ci-dessous, et en Colombie. Cet article de l'Uruguayen Raúl Zibechi, accompagné d'une note de Francisco Claramunt ont été publiés dans le numéro 1776 de l'hebdomadaire [Brecha](#) (Uruguay), le 6 décembre 2019.

« Nous redevenons un peuple » : ce message tout simple peint sur un carton, affiché par un groupe de voisins sur l'avenue Grecia, est un cri de protestation contre le néolibéralisme qui a réduit les gens au rôle de consommateurs. Et, de surcroît, tout un programme politique et toute une éthique de vie s'y trouvent résumés en seulement quatre mots.

Pas très loin de là, la très centrale place de la Dignité, nom sous lequel la révolte chilienne a rebaptisé la place d'Italie, ressemble à une zone de guerre. Les commerces sont fermés dans plusieurs quartiers alentour, ornés de graffitis multicolores qui dénoncent la répression et incitent à la rébellion contre les formes d'oppression les plus diverses. Les jeunes ne veulent pas renoncer. Pour eux, le jour où la contestation abandonnera la rue, la partie sera perdue. Logique implacable, mais difficile à soutenir après 50 jours de mobilisation.

Dans leur majorité, les graffitis que l'on voit sur les murs des environs, et partout au Chili, par centaines de milliers, dénoncent la violence des carabiniers. « Ils nous violent et ils nous tuent », « Arrêtez le massacre », « Flics assassins », « Flics tous pourris », et ainsi de suite. Sur un mur, comme une larme, une goutte de sang souligne l'inscription suivante : « Vivre au Chili peut vous coûter un œil ».

Les médias de droite rabâchent que les « tags », que l'on peut voir jusque dans les quartiers les plus reculés, souillent la ville de Santiago. Comme d'habitude, ils accordent plus d'importance aux pertes matérielles qu'aux yeux des 230 manifestants aveuglés par les balles des carabiniers, et qu'aux vies des presque 30 personnes assassinées par les forces de répression depuis la mi-octobre.

Aux messages visant les carabiniers s'ajoutent, sur les murs, une foule de messages féministes qui s'en prennent directement à la violence machiste et au patriarcat. Peints dans des tons mauves et lilas, ils s'entremêlent avec les appels contre la répression. Mais la palme de la créativité dans la contestation revient au spectacle « Un violeur sur ton chemin », créé par LasTesis, collectif interdisciplinaire de femmes de Valparaíso. Il a été reproduit des millions de fois sur les réseaux sociaux et copié dans presque toutes les capitales de l'Amérique latine et de l'Europe.

Même les médias officiels (de Radiotelevisión Española à CNN en passant par le *Clarín* en Argentine) ont dû rendre compte de cette action de rue, dénonciation sur fond de rap qui a pour cibles tant le gouvernement que les juges et la police. Le mouvement de masse qu'elle a déclenché témoigne de

l'indignation mondiale à l'encontre de ces interventions musclées au Chili, comme de la place croissante prise par le féminisme dans les manifestations, avec un style et une voix qui lui sont propres.

Les statues constituent un sujet à part entière. On dit que plus de 30 figures de militaires et de conquistadores ont été graffitées, d'Arica, à la frontière avec le Pérou, au sud mapuche. Sur la place de la Dignité, la figure du général Baquedano a été peinte et partiellement recouverte. L'historiographie dominante en a fait un héros de la Guerre du Pacifique contre le Pérou et la Bolivie, au cours de laquelle cette dernière perdit son accès à la mer.

À Arica, les manifestants ont détruit une sculpture en pierre de Christophe Colomb vieille de plus d'un siècle. À La Serena, la statue du colonisateur et militaire Francisco de Aguirre a été poussée de son socle et les habitants lui ont substitué la sculpture d'une femme diaguita. À Temuco, le buste de Pedro de Valdivia a été enlevé et sa tête accrochée à la main du guerrier mapuche Caupolicán.

Pedro de Valdivia est dans la ligne de mire des manifestants. Le militaire, qui accompagna Francisco Pizarro dans la guerre de conquête et d'extermination au Pérou, fonda, toujours selon la même méthode, plusieurs des principales villes du Chili, de Santiago à La Serena en passant par Concepción et Valdivia. Et c'est l'une des figures les plus honnies par la population. Sa statue, sur la Place d'armes au centre de la ville, a échappé de peu à la démolition.

Mais l'événement le plus symbolique s'est produit à Concepción, à 500 kilomètres au sud de Santiago. Des centaines de jeunes se sont rassemblés sur la Place de l'Indépendance pour mettre à bas sa statue le même jour, le 14 novembre, qui marquait le premier anniversaire de l'assassinat de Camilo Catrillanca, paysan mapuche tué par les carabiniers. Ce crime a suscité une vaste réaction de la population dans 30 villes du pays. Dans certains quartiers de Santiago, des rues ont été bloquées et le théâtre de manifestations au son des casseroles pendant plus de 15 jours. Un an plus tard, le drapeau mapuche est celui que l'on voit flotter le plus souvent au sein des mouvements populaires du Chili.

***Trawün* mapuche à Santiago**

Le dernier samedi de novembre, la Coordination des premières nations, née pendant l'explosion de violence, a organisé un *trawün* (rassemblement, en langue mapudungun) au centre cérémonial de Lo Prado, à la périphérie de la ville. Il a réuni des Mapuche de divers quartiers de Santiago (Puente Alto, Ñuñoa, La Pintana, etc.), où plusieurs *trawün* locaux se sont déjà tenus. Ce genre de rassemblement commence par une cérémonie sous la direction de trois *longkos* (autorités communautaires) et suivie de chants et de prières entonnés par une soixantaine de personnes aux heures les plus chaudes de la journée. Une fois que la Pachamama eut donné son autorisation, les échanges ont commencé sous la forme de deux groupes appelés à se prononcer sur la position à adopter pendant les débats sur une réforme de la Constitution.

Les femmes, richement parées de tenues traditionnelles, ont participé autant, sinon plus, que les hommes, coiffés d'un bandeau bleu. Deux positions se sont détachées rapidement. L'idée de la première était de prendre part aux élections pour la Convention constituante devant se tenir en avril. Comme les partis signataires du pacte ont rejeté le principe de donner aux premières nations une circonscription électorale spéciale, le débat s'est reporté sur les voies à suivre. Cette position, bien qu'apparue originellement il y a presque deux décennies, s'est renforcée depuis la révolte et est connue sous le nom de « plurinationalité ». Les Mapuche ne voulant pas être élus au sein des partis existants, plusieurs participants (dont plusieurs femmes) ont proposé de créer un parti mapuche. Ce courant de pensée est enraciné principalement dans les villes, notamment à Santiago, où vivent des centaines de milliers de Mapuche. Le cœur de ce mouvement se trouve chez les étudiants venus du sud et aujourd'hui installés dans la ville. Il tient un discours cohérent et fort, en soulignant qu'il reste peu de temps pour s'engager dans cette voie puisque la convocation à l'élection des membres de la Constituante aura lieu en avril.

L'autre courant défend l'autodétermination et l'autonomie, positions habituelles chez les communautés mapuche du sud, les plus touchées par la répression de l'État chilien, par la militarisation de leurs

territoires et par la spoliation au profit des entreprises forestières. Ce sont aussi les communautés qui mènent le mouvement pour la récupération des terres et qui entretiennent la flamme de la nation et l'identité traditionnelle mapuche. Au cours du *trawün*, une femme d'âge moyen a rappelé que « nous avons déjà notre propre gouvernement et un parlement, nous n'avons pas besoin des politiques ». Et un jeune a demandé avec véhémence : « Est-ce que nous tenons vraiment à avoir un siège au sein de la politique *winka* [blanche] ? »

Assemblées, quartiers et classes

Le collectif Caracol, qui œuvre à l'éducation populaire dans les espaces et territoires des périphéries, soutient dans ses analyses hebdomadaires que l'« accord de paix » signé à trois heures du matin le 24 novembre par tout l'échiquier politique - moins le Parti communiste - a accordé un « sursis » au gouvernement Piñera (collectif Caracol, 25 novembre 2019).

L'intitulé même du pacte trahit ses inspirateurs. Si l'on parle de paix, dit Caracol, c'est parce qu'il y a eu une guerre, ce que répète Piñera depuis le premier jour de la déflagration. La convocation à une convention constituante approuvée contre l'idée d'une assemblée constituante défendue par les mouvements populaires implique plusieurs façons de voir les choses.

« Cette Convention ne sera pas composée de citoyens ni de représentants des mouvements sociaux et populaires, mais par ceux qui désignent les partis politiques d'aujourd'hui », estime Caracol. Grief auquel s'ajoute la règle des deux tiers requis pour que n'importe quelle proposition soit validée, ce qui représente un obstacle majeur pour les propositions venant de la rue. « Ils ont démontré que les réunions publiques qui se sont développées à travers le Chili ne les intéressent pas, parce qu'ils ne sont pas intéressés par la délibération populaire », ajoute le collectif Caracol.

Daniel Fauré, fondateur de l'organisation, considère, dans un entretien avec *Brecha*, que la décision du gouvernement de convoquer une constituante a été prise dès lors que l'on a craint une confluence entre une mobilisation de la rue et une grève nationale, l'unité d'action entre les travailleurs syndiqués, les habitants des quartiers populaires et les jeunes en rébellion. « On se trouve devant un boycott des assemblées territoriales, des réunions publiques et du *trawün* », explique-t-il.

À ce stade, il faut se rappeler que la dictature de 17 années d'Augusto Pinochet a travaillé à une reconstruction urbaine en profondeur à des fins politiques. Quand Salvador Allende est arrivé au pouvoir, en novembre 1970, près de la moitié de la ville de Santiago était composée de « campements », de terrains occupés et autoconstruits par les secteurs populaires, qui sont devenus de cette manière des sujets politiques, sous le nom de « *pobladores* », et ont joué un rôle central dans le processus de transformations anéanti par la dictature.

Actuellement, et selon la recension établie par Caracol, il existe à Santiago quelque 110 assemblées territoriales, regroupées sous deux grandes coordinations : l'Assemblée d'assemblées populaires et autonomes, dans la zone périphérique, et la Coordination métropolitaine d'assemblées territoriales, dans la zone centrale. Ces assemblées contrastent, et sont parfois en concurrence, avec les assemblées de quartier, plus institutionnalisées. Même si un important travail sur le terrain existait déjà, la plupart de ces organisations se sont formées pendant la révolte des derniers mois. Elles mènent des activités culturelles récréatives, organisent des débats entre les habitants, des soupes populaires, prêtent assistance aux manifestants blessés ou arrêtés, et encouragent les concerts de casseroles contre la répression. Beaucoup de leurs membres participent aux inévitables barricades nocturnes.

Mais, comme à l'époque du dictateur, le Chili de l'après-Pinochet est incapable d'accepter l'activisme des *pobladores* [1]. La classe dominante ne peut concevoir que la « roture » sorte de ses quartiers, qu'elle prenne la parole et qu'elle occupe le terrain. Tout est dit dans un récit de Caracol sur un affrontement survenu fin novembre lorsqu'un groupe de *pobladores* est venu manifester dans un centre commercial du secteur le plus privilégié de Santiago : « Il a suffi qu'un groupe de personnes des classes populaires se montrent dans la cour de son temple de la consommation à La Dehesa pour que la bourgeoisie locale,

épouvantée, les intime de “retourner dans vos quartiers populaires de merde, connards de pauvres” » (collectif Caracol, 25 novembre 2019).

S’il est vrai que la révolte d’octobre 2019 boucle le cycle entamé le 11 septembre 1973 avec le coup d’État de Pinochet, cela signifie aussi qu’un nouveau cycle s’ouvre, dont nous ne connaissons pas encore les principales caractéristiques. D’après ce que l’on constate dans les rues de Santiago, ce cycle opposera deux acteurs centraux : l’État policier – bras armé des classes dominantes – et les secteurs populaires, ancrés dans leurs quartiers urbains et dans le *Wall Mapu*, ou territoire mapuche. Le pouls qui battra entre les deux déterminera l’avenir du Chili.

Le pacte des partis pour une nouvelle Constitution : Un accord bien ficelé

Francisco Claramunt

« Le moment est venu de nous retrouver », a déclaré, enthousiaste, le sénateur Felipe Harboe au siège du Congrès lorsque, dans la matinée du 15 novembre, les représentants des principaux partis politiques ont enfin apposé leur signature au bas de l’Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution. Harboe, ex-sous-secrétaire à l’Intérieur durant les gouvernements de Michelle Bachelet et Ricardo Lagos, a remercié « tous ceux qui ont œuvré à la conclusion de cet accord » : c’est-à-dire aux partis de la droite actuellement au gouvernement, à ceux de l’ex-Concertation, à quelques secteurs du Front ample, aux principaux médias du Chili et aux chambres du monde de l’entreprise, comme la Confédération de la production et du commerce, dont les porte-parole se sont empressés le lendemain de saluer « la bonne politique » dont ont pu se vanter les signataires du pacte, et d’appeler au retour à la « paix sociale » ([Emol](#), 15 novembre 19).

L’accord prévoit, en premier lieu, la tenue d’un référendum en avril prochain. Les Chiliens devront alors indiquer s’ils veulent ou non une nouvelle Constitution et, dans l’affirmative, quel organe devra la rédiger. Les possibilités qui s’offrent sur ce dernier point sont au nombre de deux : une « convention mixte constitutionnelle », composée pour moitié de citoyens élus spécialement et pour moitié par des parlementaires, ou bien une « convention constitutionnelle » dont tous les membres seraient spécifiquement élus à cette fonction.

Quelle que soit l’option qui l’emportera, les constituants seront élus « avec le même système que celui qui régit l’élection des députés ». D’autre part, la Convention constituante devra approuver les modalités avec un *quorum* des deux tiers de ses membres en exercice. Son mandat sera de neuf mois, avec possibilité d’une prorogation de trois autres mois. Ensuite, ce qu’elle aura approuvé sera soumis à ratification par voie de référendum et devra recevoir, pour finir, le visa du Congrès.

Malgré le vacarme émis par les marchés au lendemain de l’annonce de l’accord, il s’est trouvé comme toujours un observateur pour être en désaccord. « Au véritable acteur impliqué, le peuple, on n’a rien demandé », a déclaré à la presse le secrétaire général du Parti communiste, Guillermo Teillier. Ni son parti, ni le Parti progressiste, ni plusieurs de ceux qui participent au Front ample ne soutiennent l’accord conclu au Congrès le 15 novembre.

Cette position est aussi celle de la dénommée Unité sociale – composée de plus d’une centaine d’organisations sociales et actrice centrale des mobilisations qui se produisent depuis le 18 octobre –, qui considère que l’accord « a été passé entre quatre murs et dans le dos des mouvements sociaux » et « à la convenance des partis politiques ». Parmi les membres de l’Unité sociale figurent la Centrale unique des travailleurs, les principales fédérations d’étudiants du Chili, la coordination féministe 8M, la coordination No+Afp [2] [En finir avec les AFP], ainsi des organisations des peuples autochtones, environnementales et d’habitants des quartiers populaires.

Ces mouvements rejettent l'idée d'un quorum élevé « qui perpétue le veto des minorités », l'âge minimum de 18 ans qui est exigé pour participer au processus de la constituante, l'absence de mécanismes de participation plurinationale et de parité entre les sexes. Ils considèrent en outre que les mécanismes de représentation et d'élection établis par le pacte « avantagent les partis responsables de la crise politique et sociale actuelle ». À la place, ils appellent à continuer les assemblées populaires, les réunions publiques et les *trawün* dans tous le pays comme étape d'un processus qui débouchera sur une assemblée nationale constituante « convoquée et élue par le peuple, sans l'intervention du Congrès ni du pouvoir exécutif du moment ».

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3515.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Brecha](#), numéro 1776, 6 décembre 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Habitants des quartiers populaires - note DIAL.

[2] Les Administratrices de fonds de pension (AFP) sont des institutions financières privées chargées d'administrer les fonds des comptes individuels d'épargne-retraite. Ce système privé a été mis en place en 1980, durant la dictature de Pinochet. Basé sur le principe de la capitalisation individuelle, il requiert que chaque personne épargne une partie de ses revenus pour financer sa future retraite ; il n'y a pas cotisations patronales - note DIAL.